



*TDoR (20 novembre), Transphobie
LGBT – Droits humains*

Transgender Day of Remembrance (TDoR)
Rappelons au monde que la transphobie tue !

Le TDoR, journée mondiale en mémoire des victimes de la transphobie dans le monde, rappelle chaque 20 novembre que [des centaines de personnes transgenres sont assassinées et torturées chaque année](#). Elles sont mortes tout simplement pour avoir osé vivre leur identité de genre au grand jour, et pour avoir voulu se construire un avenir malgré toutes les menaces, les violences, et les discriminations que les États maintiennent, ou mettent en place.

La transphobie est mondiale

Nombreuses sont les personnes transgenres assassinées parce qu'elles s'assument, nombreuses aussi à faire des tentatives de suicide parce qu'elles n'ont aucun moyen de vivre dignement leur identité de genre, et qu'elles sont poussées à bout, au lycée, au travail ou dans leur quartier par un harcèlement permanent. Cette situation insupportable n'est pas une fatalité, mais bel est bien le fruit d'une haine de la diversité des identités de genre, d'une volonté d'éradication portée par des gouvernements dictatoriaux ou simplement indifférents, trop souvent soutenues par des institutions religieuses archaïques et mortifères, gardiennes des inégalités hommes-femmes érigées en modèle social. Diffusant leurs messages de rejet et de haine, elles ont leur part de responsabilité dans cette transphobie.

Mais les principaux responsables sont les chefs d'États et de gouvernements qui mènent des politiques laxistes envers la haine transphobe, lorsqu'ils ne votent pas eux-mêmes des lois construisant dans leur pays un climat de rejet et de violence envers les personnes transgenres : dans cette longue liste, citons des gouvernements aussi divers que ceux des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'Arabie Saoudite, de la Pologne, de la Tchétchénie, ou du Brésil, sans oublier la majeure partie du continent africain. Les personnes transgenres assassinées, ou succombant à leurs tentatives de suicide, relèvent de causes bien définies, mais trop faiblement combattues, y compris par des pays se réclamant haut et fort des droits de l'homme comme la France ! La preuve ? Le 6 avril 2017, la CEDH (Cour Européenne des Droits de l'Homme) a condamné la France pour stérilisation forcée dans le cadre de deux procédures judiciaires menées par l'Association Nationale Transgenre, et soutenues par la Fédération LGBT. Une flétrissure pour un pays qui se réclame sur la scène internationale des droits humains !

La France, doit changer d'attitude !

Si la France n'affiche pas un fort taux de crimes envers les personnes transgenres, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de haine transphobe, et que notre pays mette tout en œuvre pour lutter contre les violences à raison de l'identité de genre ! Au contraire, l'État y organise encore une transphobie judiciaire et médicale à travers un changement d'état civil ne s'inscrivant pas dans une procédure libre et gratuite, et en tolérant dans nos hôpitaux publics la présence d'équipes médicales transphobes, maltraitantes et stigmatisantes, qui violent ouvertement les droits des patient·e·s transgenres. Qui plus est, ces dernières années, on assiste à une libération de la parole LGBT-phobe, notamment à l'encontre des personnes transgenres, avec leurs conséquences. Rappelons qu'une violente agression transphobe a eu lieu en 2017 devant le Centre LGBT de Paris, et que malgré de nombreux témoins, l'agresseur n'a toujours pas été condamné !

Les pouvoirs publics, face à cette situation, n'engagent aucune politique ambitieuse et volontariste pouvant donner l'exemple aux nombreux pays où la transphobie sévit violemment, même si – première lueur d'espoir – le Défenseur des Droits et la DILCRAH se mobilisent désormais pour faire bouger les lignes.

Ce 20 novembre 2017 vise aussi à amener le Président de la République, le gouvernement et la majorité parlementaire à une prise de conscience : la transphobie tue, blesse, et dégrade nos valeurs républicaines. Il est temps d'agir car, pendant que vous avez lu ce texte, des personnes transgenres ont été tuées qui auraient pu construire, produire, faire avancer le savoir et la culture, être des acteurs et actrices de votre vie quotidienne, sauver des vies, comme d'autres qui ont eu la chance de ne pas être tomber sous les coups de la haine.

Le TDoR est un jour de deuil. Faisons-en aussi un jour de mobilisation et d'espoir !

Contacts :

Stéphanie NICOT • Présidente de la Fédération LGBT • 06.14.69.63.51 • contact@federation-lgbt.org

Delphine RAVISÉ-GIARD • Présidente de l'Association Nationale Transgenre • 06.11.63.48.00 • porte.parole@ant-france.eu